

sanctions sont imposées contre nous, nous ne pouvons rien faire. Nous ne sommes pas seuls au monde."

"La prise internationale qui nous tient à la gorge [...] étouffe présentement notre potentiel de croissance économique" a déclaré lui-même le Président de Klerk.

Le fait de reconnaître l'existence d'un problème et de ses sources n'entraîne pas nécessairement l'adoption immédiate d'une solution acceptable, mais c'est tout de même une étape importante.

Bien entendu, les mesures prises par les principales banques des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest seront cruciales. C'est pourquoi le Commonwealth a délégué un groupe de représentants aux négociations sur la dette qui ont lieu présentement afin d'encourager la coopération à cet égard, de demander l'élimination d'un rééchelonnement pluriannuel de la dette, et l'imposition de modalités de remboursement à des taux plus élevés, répartis sur des périodes plus courtes.

Cette délégation -- composée de hauts représentants de l'Australie, de l'Inde et du Canada -- est revenue le 22 septembre après avoir rencontré les représentants de 12 des 14 principales banques concernées par les négociations sur le rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud. Elle a fait savoir que son point de vue avait été accueilli avec beaucoup d'intérêt et elle croit que les banques ont été influencées par son message. La plupart des banques ont signalé qu'elles imposeraient les plus hauts taux d'intérêts et la période la plus courte possible quant au remboursement du capital -- ce qui révèle aussi leur évaluation de l'état de détérioration dans laquelle se trouve l'économie de l'Afrique du Sud.

Effectivement, le portefeuille s'en ressent. Il ne s'agit pas de convaincre les Blancs de l'Afrique du Sud qu'un changement est souhaitable il s'agit de leur faire voir qu'il est nécessaire.

En bref l'apartheid doit devenir hors de prix. Nous commençons à nous approcher de cet objectif.

Jusqu'à présent, les résultats tangibles ont été décevants.

En dépit de réconfortantes promesses de réforme, il est clair qu'aucune des principales structures de l'apartheid n'a été démantelée.
